



WWF

NEWSLETTER

MWIOPO

OCTOBER

2011



© WWF MWIOPO/Achille Raselimanana

NEWSBITES

Chers Amis et Collègues,

Plus j'apprends et observe le travail sur le terrain, plus je suis impressionné par la capacité et le dévouement de notre équipe. J'ai essayé de garder ma promesse de visiter nos équipes sur le terrain. Ainsi, à Madagascar, j'ai eu l'opportunité de visiter plusieurs de nos bureaux: Andapa, Midongy, Vondrozo, Farafangana, Fianarantsoa, Ivohibe, Ampanihy, et Taolagnaro. Ce trimestre, j'ai également effectué une visite aux Seychelles, pour faire avancer notre projet sur la pêcherie thonière en relation avec trois initiatives clés à l'échelle mondiale qui touchent la région Côtière de l'Afrique de l'Est, la Pêche Rationnelle et la Transformation du Marché. En parallèle, j'ai aussi étroitement collaboré avec le réseau mondial du WWF et œuvré pour créer un réseau et des moyens qui nous fourniront un soutien plus stratégique et plus cohérent à l'avenir. Entre temps, j'essaie d'apprendre des autres organisations environnementales et des partenaires, en cherchant à améliorer les domaines de collaboration et à renforcer ce que nous faisons et la manière dont nous le faisons.

Nous avons lancé à notre équipe le défi de se lancer à fond dans le nouveau plan stratégique en se concentrant sur les paysages terrestres et marins prioritaires, en les incitant à développer des analyses de la situation actuelle et des plans cohérents à l'échelle du paysage. L'équipe doit ainsi trouver le temps et les ressources pour accomplir le travail supplémentaire. Cela est utile pour consolider le lancement du nouveau plan stratégique présenté à Antsaha au mois d'Avril. Nous devons aussi maintenir notre engagement, en focalisant les résultats de nos projets et nos programmes à l'échelle du paysage.

A Madagascar, le soutien et le plaidoyer des acteurs environnementaux et des organisations de la société civile portent leurs fruits, malgré la situation politique. Au cours de la dernière année financière, le gouvernement a octroyé un statut de protection à 5 millions d'hectares de zones terrestre et marine, ce qui a plus que doublé la superficie des zones protégées. Le Ministère de l'Environnement et des Forêts a montré un engagement accru contre l'exploitation forestière illicite et le commerce illégal d'animaux. Les stocks de bois précieux existants ont ainsi été identifiés et une stratégie de gestion est maintenant en cours d'élaboration. Le Ministère de tutelle a réuni les principaux acteurs gouvernementaux et les représentants de la société civile pour aborder les problèmes de trafic d'animaux dans les zones géographiques clés. Le nombre de saisies récentes de tortues et l'efficacité des poursuites sont des preuves de cet engagement accru.

Félicitations à toute l'équipe!

Rick Hughes



© WWF MWIOPO



DANS CETTE EDITION:

Vers un meilleur leadership du MEF ... p.2

Menabe: le festival des mangroves n'est pas passé inaperçu ... p.4

Tapis verts flottants en suspension dans l'Ouest Océan Indien ... p.4

Vers la durabilité des agrocarburants à Madagascar ... p.5

Superviser le système récifal corallien de Toliara Sud ... p.5

Revolving-fund pour appuyer les associations des femmes ... p.6

Irina Randriantiana: "Oui, je crois au développement propre!" ... p.6

Diffusion de lampes à basse consommation ... p.7

Unis vers Vintsy, les jeunes s'engagent ... p.7

Stratégie pour éviter l'extinction du caméléon *furcifer belaladaensis* dans la nature ... p.8

Témoin du climat ... p.8

Nouveaux projets ... p.8

Opportunités nouvelles ... p.9

Médias: le Centre de Presse ouvre ses portes à Antsakaviro ... p.9

Les "Conservancies" de Namibie ... p.10

VERS UN MEILLEUR LEADERSHIP DU MEF

Depuis le début de la crise politique actuelle (Janvier 2009), l'administration environnementale a été sérieusement altérée par l'anarchie du secteur, la suspension des grands programmes d'assistance (SWaP, REDD, Banque Mondiale, KFW, GIZ, USAID, etc...) et le retrait des actions régaliennes. Pour diverses raisons d'ordre politique, financier ou autres, les deux régimes successifs ont autorisé exceptionnellement mais "illégalement" l'exportation ou l'exportation de ressources naturelles à des individus ou firmes particuliers. Ceci a dégénéré en une résurgence de divers trafics et exploitations illégales sans précédents (Bois précieux, tortues, lémuriniens, crocodiles, requins, etc...) quasiment dans tout le pays qui est devenue par la suite très difficile à maîtriser.

L'accession du Général Ministre Herilanto Raveloarison à la tête du Ministère de l'Environnement et des Forêts (MEF) en Juin 2010 semble ramener l'atmosphère et le travail à leur normalité. Effectivement, le Ministre, avec son cursus de technicien de droit et de gouvernance, semble se tenir ferme sur ses convictions et ses attributs malgré la cacophonie engendrée par les aléas et l'intensité de la crise politique. En bon leader, il a su travailler et convaincre ses pairs et ses supérieurs à adopter diverses décisions affirmant une forte volonté politique des gouvernants à rétablir la situation dégradante de l'Environnement et des Forêts à Madagascar. En même temps, il a pris la peine de dialoguer et de mobiliser directement ou informellement avec les PTF (Partenaires Techniques et Financiers) et la Société civile Malagasy à partir d'entrevues directes ou d'organisation de Journées Informatives sur divers sujets relatifs à la gouvernance du secteur.

Voici quelques faits illustrant cet engagement :

I. Vulgarisation du livre vert.

Vers la fin de l'année 2010, le Ministère a développé un document pratique destiné principalement aux autorités déconcentrées et décentralisées afin que ces dernières reprennent leur responsabilité (après les gabegies constatées au début de la crise) et facilitent l'engagement citoyen vis-à-vis de l'Environnement. Ainsi, divers districts et communes se sont attelés à raviver les Dina et les comités de lutte contre les feux au niveau de leur circonscription. La région Melaky figure parmi bons élèves de ce ressaisissement.

II. Sécurisation des du système d'aires protégées de Madagascar.

Un arrêté interministériel Mines-Forêts (Arrêté 52005/2010), cosigné par neuf ministres de la HAT, a été promulgué le 20 décembre 2010 en vue de mettre les sites protégés de Madagascar en protection temporaire pour deux ans renouvelables. Ce règlement préserve 3,2 million d'Hectares d'aires protégées potentielles de Madagascar de tout accès d'exploration ou d'exploitation, principalement par rapport aux activités extractives et cette mesure entre dans le cadre de l'extension du système d'aires protégées de Madagascar (SAPM) qui a été initiée depuis la vision Durban de 2003 et qui englobe actuellement 8,3 million d'Hectares sous statut de protection, soit 14% du territoire national.

III. Démantèlement de la mafia des bois précieux.

Malgré la sortie du Décret 2010-141 interdisant la coupe, le transport et l'exportation des bois précieux depuis Mars 2010, la situation d'anarchie a fait que l'exploitation s'est étendue à divers endroits de Madagascar. L'administration a fait des efforts pour intercepter les contrevenants que ce soit à Madagascar (SAVA- DIANA- Androy- etc...) ou dans les îles avoisinantes (Comores et Maurice). Des dizaines d'individus, incluant fonctionnaires et parlementaires, ont été arrêtés et, afin de mieux appréhender le problème, le Ministre a su convaincre le Président de la HAT à faire un discours d'engagement contre le trafic des bois précieux, à sortir une Ordonnance sur la répression des infractions concernant les bois précieux relatives aux bois de rose et aux bois d'ébène et à impliquer intimement le Ministère de la Justice dans le démantèlement du réseau de la mafia. Actuellement, tout le stock, normalement illégal, de bois précieux dans le pays est en train d'être inventorié et des décisions consultatives seront prises



par rapport aux sanctions et la valorisation de ces produits pour la bonne gouvernance du secteur et le bénéfice du pays.

IV. Facilitation des financements exceptionnels pour la préservation des sites protégés.

Malgré la suspension de l'assistance des partenaires financiers bilatéraux et multilatéraux au développement et à l'environnement, les ONGs et OSCs internationales (CI- WCS- WWF) et nationales réunies au sein du CCPTFE font de leur mieux pour assister le gouvernement de transition dans la mise en œuvre des actions et de gouvernance environnementales urgentes et importantes. Ils ont également réussi à convaincre certains bailleurs de fonds multilatéraux (Banque Mondiale et UNESCO) à assister Madagascar afin de préserver les acquis de 20 ans de programme environnemental. Bien que ces financements additionnels ne peuvent pas être utilisés et ne transitent pas par le gouvernement à cause de la crise, leurs acquisitions ont été fortement facilitées par l'agrément du ministre et ses engagements pour instaurer une bonne gouvernance environnementale à Madagascar

V. Plan d'actions collaboratif pour l'assainissement du trafic de tortues.

Bien que cinq (5) espèces de tortues Malagasy soient actuellement en danger critique d'extinction, leur consommation locale et leur exportation illicite ont été favorisées par l'anarchie et la recrudescence de la corruption engendrées par la crise. Les espèces les plus touchées sont la Tortue à soc (Angonoky ou *Astrochelys yniphora*) dont il n'existe plus que quelques 400 individus dans leur habitat naturel (baie de Baly) et la Tortue radiée (Sokake ou *Astrochelys radiata*) dont la commercialisation est estimée à 45 000 individus par an. Le ministre a su mobiliser les parties prenantes (Ministères de gouvernance- PTF- OSC- Autorités et Plate-forme régionales et nationales) afin de renforcer les plans d'actions « officiels » afférents à la préservation des tortues durant le colloque du 8 et 9 Septembre 2011 à Mahajanga. Une telle opération sera effectuée incessamment dans le Sud-Ouest. « Préserver les tortues dans leurs habitats naturels » est le slogan des parties prenantes qui sont dorénavant plus qu'engagés dans cette lutte.



© WWF MWIOPPO

Ndranto Razakamanarina
nrzakamanarina@wwf.mg



© WWF MWIOPPO

MENABE: LE FESTIVAL DES MANGROVES N'EST PAS PASSÉ INAPERÇU

Méconnues et pourtant importantes, les mangroves forment un écosystème particulièrement riches. Dans la région du Menabe, où l'on trouve quelques 3.500 ha de mangroves, les réflexions quant à leur conservation ont suscité des prises de décision.

Les 28, 29 et 30 juillet 2001, le festival « Ala Honko », festival des mangroves, a été célébré à Belo sur Tsiribihina (Menabe), co-organisé par WWF MWIOPO et le ministère de l'Environnement. Cette année, le festival a adopté le thème : « Les mangroves, au service de l'Homme » - « Ala Honko Manasoana Anao ».

Dans cette région de la Tsiribihina et de Manambolo où la pêche est l'une des activités principales des communautés locales, les mangroves sont l'abri idéal des ressources halieutiques telles que les crevettes, les crustacés et les poissons. Elles procurent aussi le bois de chauffe des familles.

Des actions de reboisement ont ainsi été organisées au cours de cette célébration du festival des mangroves, quelques 3 500 propagules ont été plantées sur un site de 2ha. Un autre reboisement s'est fait du côté d'Ambondrolava, village où WWF intervient aux côtés de l'association Mamelon Honko.

WWF et ses partenaires se proposent une perspective commune de dresser une carte régionale des mangroves où l'on pourra situer les zones de restauration et le niveau de vulnérabilité des mangroves. Ce festival a aussi permis de réunir et de sensibiliser ensemble les bénéficiaires et le grand public, susceptibles de participer à l'établissement de cette vision commune.

Mialisoa Randriamampianina
 mrandriamampianina@wwf.mg



© WWF MWIOPO

TAPIS VERTS FLOTTANTS EN SUSPENSION DANS L'OUEST OCÉAN INDIEN

La communauté des herbiers marins des récifs de Saya de Malha représente le plus grand ensemble d'herbiers marins du monde recouvrant une bonne partie des plus de 40 000 km² de récifs en haute mer. Complètement coupé des frontières terrestres, ces étroits bancs de sable sous-marins avec des profondeurs allant de 8 à 150 mètres fournissent un oasis écologiquement important et hautement productif, s'élevant des eaux profondes de l'ouest océan indien pauvre en nutriments.

Comme les récifs sont bordés de pentes assez raides allant jusqu'à 2000 mètres de profondeur, des eaux froides et riches de nutriments sont poussées vers la surface, alimentant ainsi la productivité élevée de la zone. Il n'est de secret pour personne que les herbiers marins sont de véritables prairies sous-marines qui servent d'abris pour différentes espèces, havres de bonheur, particulièrement pour la croissance des poissons et crustacés, mais aussi terres nourricières pour certains poissons et importante source de nourriture pour les invertébrés herbivores, les poissons et les tortues vertes.

Les herbiers marins des récifs de Saya de Malha, qui ont beaucoup de choses en commun avec la forêt humide, elle-même foyer de biodiversité, fournissent des fonctions d'écosystème importantes, de grande valeur, notamment une grande capacité de stockage de carbone. Leurs conditions uniques et leur éloignement des sources de pression anthropogéniques directes font d'elles un réservoir crucial pour la maintenance de la biodiversité dans les îles environnantes et les régions côtières. C'est l'une des raisons pour lesquelles WWF MWIOPO a choisi les récifs de Saya de Malha comme paysage marin prioritaire au niveau mondial. Les récifs de Saya de Malha font également partie des 10 Perles des Hautes Mers : Trésors Cachés de Notre Terre Bleue de l'IUCN-WCPA.

Rémi Ratsimbazafy
 rratsimbazafy@wwf.mg



© WWF MWIOPO

VERS LA DURABILITÉ DES AGROCARBURANTS À MADAGASCAR

Faisant suite à l'appui du WWF dans le cadre d'un financement du PNUD pour favoriser le développement d'une production durable des agrocarburants à Madagascar, une plateforme nationale dénommée Plateforme Agrocarburants Durables ou PAD s'est mise en place.

Elle regroupe les différents types d'acteurs concernés par le développement de la filière agrocarburant : la société civile représentée par des organisations paysannes et des ONG environnementales et d'appui au développement rural, l'administration avec des représentants ministériels des secteurs clés en amont et en aval de la filière, le secteur privé représenté par des opérateurs, des fournisseurs ainsi que de futurs distributeurs d'agrocarburants. Des partenaires techniques et financiers y apportent également leur appui et expertise dans divers domaines. Le Secrétariat technique est pour l'instant assuré par WWF.

La PAD a pour principale mission de promouvoir la production durable des agrocarburants. Ainsi, fin juillet 2011, la PAD a décidé de lancer une étude stratégique sur le développement de la filière agrocarburant à Madagascar. Cette initiative a été motivée par le constat d'un manque d'éléments permettant de se positionner sur les orientations de développement à donner à la filière. L'étude a démarré par une première phase qui fait ressortir la situation actuelle de la filière agrocarburant à Madagascar.

En complément au financement de PNUD, WWF-Norvège apporte son soutien aux travaux de la PAD relatifs au développement du cadre politique, stratégique et réglementaire qui devrait régir la filière agrocarburant à Madagascar. Au regard des évolutions constatées de la filière, la PAD a développé une proposition de cadre réglementaire intermédiaire ; ce dernier propose en particulier un système de coordination des activités de la filière à travers un comité interministériel et des dispositifs réglementaires en attendant l'existence de politique et réglementation finales.

Irina Randriantina
irandriantina@wwf.mg



© WWF MWIOPPO

SUPERVISER LE SYSTÈME RÉCIFAL CORALLIEN DE TOLIARA SUD

Depuis 2005, WWF MWIOPPO œuvre pour la conservation du système récifal corallien de Toliara-Sud qui compte parmi les plus grands dans l'Ouest Océan Indien. Depuis 2007, un projet financé par NORAD et WWF Norvège œuvre en vue de l'implémentation d'une gestion lignagère des ressources marines dans quatre sites pilotes. Cette année, une enquête de récif de corail dans les sites pilotes et de contrôle sera conduite pour vérifier l'efficacité de la gestion des ressources et de l'habitat. Etant donné les ressources financières limitées, le staff du projet a décidé de travailler avec des volontaires.

Eirik Lindebjerg, de la Norvège, est parmi les trois volontaires choisis pour aider à cette activité. Il a échangé avec nous sur sa vision: « Le monde sous-marin au sud de Toliara est une beauté. Riche en poissons et coraux, c'est le paradis des plongeurs. Les poissons-papillons vous volent tout autour et des hordes de poissons-soldats défilent dans le paysage corallien incroyablement coloré. En surface, une paire de pirogues cherchent la prise du jour. Bien que les modes de vie des pêcheurs norvégiens et Vezo soient complètement différents, nous avons quelque chose d'important en commun : vivre avec la mer.

Je suis de retour après une longue journée de plongée, l'ardoise pleine de données et la tête pleine de bonnes impressions. De tout ceci, mon travail est de répertorier les coraux. A première vue, tous les coraux se ressemblent, mais des semaines de travail intense m'ont aidé à acquérir le savoir et l'assurance nécessaires pour relever le défi de les reconnaître dans l'eau ».

Conserver le système récifal et gérer sagement les ressources piscicoles pourront protéger le mode de vie de milliers de pêcheurs locaux dont l'identité culturelle est intimement liée à la mer.

Vola Ramahery
vramahery@wwf.mg



© WWF MWIOPPO

REVOLVING-FUND POUR APPUYER LES ASSOCIATIONS DES FEMMES

La collaboration entre l'AICPM (Association InterCommunale du Plateau Mahafaly) et le WWF inspire un avenir prometteur dans la stratégie de conservation des ressources naturelles du Sud-Ouest.

AICPM

Association InterCommunale du Plateau Mahafaly

L'AICPM est une organisation qui réunit les représentants de quinze Communes du Plateau Mahafaly dans le Sud-Ouest de Madagascar. L'AICPM a été identifiée comme étant un des partenaires clés pour la pérennisation des actions de conservation dans cette région. Ce choix a été dicté par leur engagement dans la conservation des écosystèmes marins et forestiers de la région, dans la gestion des ressources naturelles et dans la recherche permanente du bien-être et du développement sociaux, économiques et culturels de la population locale. Une des formes des partenariats actuels est la gestion d'un fonds mis-à disposition des sept associations de femmes nouvellement alphabétisées par le WWF dans la commune de Beahitse – district d'Ampanihy. Ce fonds dont la gestion et le suivi ont été confiés à l'AICPM permettra aux associations de femme de développer des activités génératrices de revenus pour financer leur actions de conservation et de développement socio-économique.

Une telle entreprise a pour objectif de renforcer la capacité financière des communautés riveraines des sites de conservation de ressources naturelles pour réduire les pressions qui les dégradent telles que les cultures sur brûlis et l'exploitation du charbon de bois. Ainsi, l'appui aux autres activités génératrices de revenus à l'instar des élevages avicoles des associations des femmes constitue une alternative pour substituer à ces actes considérés dégradants.

Octroyé sous forme de prêt remboursable à l'AICPM sans intérêt, le fonds sera, plus tard, mis à la disposition d'autres acteurs environnementaux du Plateau Mahafaly dans un esprit de solidarité et de développement mutuel de l'ensemble de la population locale.

Rachel Harifetra Senn
rsenn@wwf.mg



IRINA RANDRIANTINA: « OUI, JE CROIS AU DÉVELOPPEMENT PROPRE! »

Formée pour collaborer avec le « camp des pollueurs », la vie m'a conduite vers le camp des verts. J'ai côtoyé deux univers différents qui m'ont donné le recul pour saisir ce qui m'est essentiel.

Aujourd'hui, je crois au développement propre et aux pratiques responsables et écologiques. Je suis consciente des difficultés à abattre mais je reste persuadée que ces obstacles se surmontent. Car, comme le disait Georges Bernanos : « On ne subit pas l'avenir, on le fait ».

J'ai suivi une formation d'ingénieur en industries agro-alimentaires et ma vie s'organisait autour des laboratoires et des usines. Génie industriel, biochimie, biotechnologie, microbiologie ... J'excellais dans cette « cuisine scientifique ». J'aimais ce que je faisais mais il fallait que j'élargisse mes horizons.

C'est ainsi qu'en 2008, j'ai parcouru une formation de DEA en Foresterie, Développement et Environnement. Puis, j'ai fait un stage au WWF sur l'Etude d'Impact Environnemental des agrocarburants. Nouveau et familier, ce domaine associait ce que je savais et ce que je voulais. Je savais situer les points critiques susceptibles d'engendrer le plus de dégâts sur l'environnement. Et je voulais dépasser l'aspect pécuniaire des choses. Pour assortir les deux, il me fallait maîtriser de nouveaux aspects, tels les enjeux sociaux que ce domaine représentait. Je me suis alors découverte une sensibilité envers l'environnement. A la fin du cursus académique, mon mémoire s'est focalisé sur la détermination des relations entre l'écologie et la variation des composants chimiques d'une plante médicinale et cosmétique.

Au WWF, j'ai découvert une équipe particulièrement stimulante. Elle m'inspirait et son enthousiasme était contagieux. Mes choix professionnels et ma formation, mon travail auprès de cette équipe ont donné un nouveau sens à mon parcours. Aujourd'hui, je sais que le business propre est un business gagnant. Convaincre les sceptiques que nous avons tout à gagner en adoptant des pratiques plus responsables est mon combat quotidien. Je suis ma meilleure preuve : j'étais bien dans leur camp, il n'y a pas si longtemps.

Irina Randriantina
irandriantina@wwf.mg



DIFFUSION DE LAMPES À BASSE CONSOMMATION (LBC): POUR UN ÉCLAIRAGE PLUS EFFICIENT POUR LES MÉNAGES CONTRIBUANT À UN DÉVELOPPEMENT À FAIBLE ÉMISSION DE CARBONE

Les LBC peuvent permettre d'économiser jusqu'à 75% d'énergie par rapport aux lampes à incandescence.

A Madagascar, 40% de la production d'électricité est assurée par des centrales ou groupes thermiques fonctionnant au fuel ou au Gas Oil. Le recours aux centrales et groupes thermiques augmente le coût de production de l'électricité et entraîne une forte émission de gaz carbonique contribuant ainsi au réchauffement climatique.

Dans sa Vision Energie (100% énergie renouvelable d'ici 2050), WWF promeut les énergies renouvelables et efficacité énergétique pour un développement socio économique à faible émission de carbone. C'est dans cet esprit qu'une initiative est actuellement en cours de préparation avec pour objectifs d'accélérer l'adoption des LBC par les ménages et la mise en place des mesures favorisant le marché des LBC de bonne qualité à prix abordable.

On estime qu'en remplaçant 600 000 lampes à incandescence par des lampes fluo compactes, on peut réduire l'appel de pointe de puissance électrique de 19 MW et éviter l'émission de 19 000 tonnes de CO2 par an pendant la durée de vie des lampes.

Trois partenaires dont la JIRAMA, le Ministère de l'Energie et la Fondation TELMA se sont associés au WWF pour mettre en œuvre la campagne de diffusion des lampes à grande échelle. Une opération pilote qui porte sur la diffusion de 6100 LBC sera menée au préalable dans la ville d'Ambositra.

Solo Thierry Randriamanalina
strandriamanalina@wwf.mg



UNIS VERS VINTSY, LES JEUNES S'ENGAGENT

Afin de renforcer le rôle des jeunes dans la société civile pour l'environnement, le WWF a initié la mise en réseau des treize Clubs Vintsy de l'Enseignement Supérieur.

Le réseau appelé « Unis Vers Vintsy » a été officiellement créé avec comme finalité le renforcement de la contribution des jeunes aux actions de développement durable du pays à travers des actions environnementales. « Unis Vers Vintsy » regroupe plus de 600 étudiants, issus de différentes filières de plusieurs universités et instituts supérieurs publics et privés répartis dans toute l'Ile. Ils sont volontaires, responsables et engagés pour un avenir meilleur. « Ensemble dans la diversité », telle est la devise de « Unis Vers Vintsy ». Selon le Président du réseau, Tafita Tojoso, « le réseau prend force dans la diversité des cultures, des compétences et des savoirs-faire des membres, ainsi que dans la multitude des contextes environnementaux dans lesquels chaque club évolue ».

Le réseau ambitionne ainsi de valoriser cette diversité pour des efforts communs de lutte contre la dégradation de l'environnement à travers (i) la sensibilisation des enfants, des jeunes et de la population sur les enjeux de l'environnement et (ii) leur mobilisation à adopter des gestes favorables à l'environnement et à conduire des actions environnementales à l'échelle locale et nationale.

La mise en réseau a permis de conforter la visibilité des clubs Vintsy en les ouvrant à divers partenariats bénéficiant de la motivation et des potentialités de cette jeunesse. Les partenariats vont également renforcer davantage leur capacités à agir et leur engagement en tant que citoyens responsables de l'avenir de notre l'environnement.

Rachel Harifetra Senn
rsenn@wwf.mg



TÉMOIN DU CLIMAT

Je m'appelle MBOLA Vakisoa et j'ai 46 ans. J'ai quatre enfants, 3 filles et un garçon. Je suis marié selon les coutumes. Nous habitons Bekiria-Centre dans la région de l'Anosy au Sud de Madagascar. Je suis agriculteur et fabricant de charrette.

Quand mon père était jeune, la saison de pluie était bonne : il y avait suffisamment d'eau et le Mandrare coulait à flot sans interruption. Il y avait du kere (disette) mais que tous les dix ans. La forêt était encore dense.

Le climat s'est empiré. Les êtres humains n'ont plus respecté les us et coutumes quand ils sont devenus nombreux et qu'ils ont voyagé. Ils mangent et élèvent des porcs maintenant et ils ne tuent plus de zébu pour demander la bénédiction de Dieu alors que c'est une pratique qui a très bien marché.

La forêt est détruite, le pays est plein de défriche. La saison des pluies a beaucoup changé : Il ne pleut plus et toute l'année est devenue une saison sèche et chaude.

Si cette sécheresse continue, j'ai très peur pour mon avenir étant cultivateur. Le Mandrare est maintenant tari en octobre et en novembre. Je subviens aux besoins de 11 personnes et que vont-ils devenir? Mes enfants vont s'appauvrir.

La nature est la vie. Les plantes nous aident à respirer et je les utilise pour tout : la santé, la nourriture et pour entretenir les bétails.

La vie est devenue très difficile pour moi : La culture maraîchère est mon plan d'adaptation mais c'est juste pour ne pas mourir de faim. La culture pluviale n'est plus adaptée. Dieu est tellement fâché contre les humains que je ne peux plus compter sur lui.

Martina Lippuner
mlippuner@wwf.mg
Soarinosa Gladys Ranalisofo
sgranalisofo@wwf.mg

STRATÉGIE POUR ÉVITER L'EXTINCTION DU CAMÉLÉON *FURCIFER BELANDAENSIS* DANS LA NATURE

Un atelier a été organisé du 08 et 09 mars 2011 à Toliara pour l'élaboration de la stratégie de conservation de l'espèce *Furcifer belandensis*.

Le caméléon du Belanda connu aussi sous le nom scientifique *Furcifer belandensis* est endémique des trois villages Belanda, Sakabera et Antanambao-Belitsake dans le sud-ouest de Madagascar. Cette espèce est considérée comme le vertébré le plus menacé par l'extinction due à cette distribution très localisée, à la taille de ses populations très basse et la perte de son habitat suite à des activités anthropiques. Une descente sur le terrain, réalisée avant l'atelier, a permis aux participants de voir l'espèce et l'état des sites.

Pendant cet atelier, une vision, cinq buts et 14 buts cibles, huit objectifs et 13 objectifs cibles à atteindre afin d'accomplir ces buts, ainsi que 48 actions à entreprendre afin de réaliser ces objectifs, ont été définies et le statut du caméléon de Belanda a été aussi révisé. Ce plan stratégique sera réalisé pendant les cinq années à venir du 2012 au 2016 et sera évalué deux fois. La stratégie de conservation de l'espèce a été élaborée en suivant le guide de l'IUCN: Strategic Planning for Species Conservation: A Handbook The Species Conservation Planning Task Force Species Survival Commission, IUCN Version 1.0 (IUCN/SSC 2008). Elle a été conçue pour éviter l'extinction d'une espèce dans la nature et doit être élaborée et mise en œuvre par toutes les parties concernées.

L'atelier a été réalisé grâce à la contribution des autorités locales et régionales, des représentants du Ministère de l'Environnement et des Forêts, du Durrell Institute of Conservation and Ecology, du Chameleon Specialist Group de l'IUCN/SSC, des équipes de World Wildlife Fund Toliara et Madagasikara Voakajy, et a été financé par Darwin Initiative, Mohamed bin Zayed Species Conservation Fund et WWF.

Christian Randrianantoandro
christian_randrianantoandro@moov.mg

NOUVEAUX PROJETS

MG0954: Clubs Vintsy en réseau préservant le Corridor Forestier Sud-Est

Début: Janvier 2011

Fin (estimée): Décembre 2013

Financement: FFEM

Résumé:

Le projet vise à soutenir la mise sur pied et la formalisation des Clubs Environnementaux Vintsy en réseau établis dans les secteurs Sud-est du corridor de la forêt humide de Madagascar afin d'implémenter un mouvement de jeunes pour l'environnement et le développement durable. En engageant les membres vers une vision commune, en fournissant un forum de soutien mutuel, la mise en réseau assurera la durabilité des clubs Vintsy. Ce réseau fournira un espace d'échange et d'apprentissage pour les jeunes et fera des élèves des individus plus soucieux de préserver la biodiversité et rehausser l'héritage naturel et culturel de leur région. Le dynamisme et le potentiel du réseautage des jeunes renforce les activités de conservation conduites dans les communautés et brisera l'isolation géographique et intellectuelle des populations locales pour ce qui est de l'accès aux opportunités de développement.

MG0955: Clubs Vintsy en réseau préservant le Corridor Forestier Sud-Est

Début: Janvier 2011

Fin (estimée): Décembre 2013

Financement: FFEM

Résumé:

Le but du projet est d'installer au moins deux unités de désalinisation à énergie solaire, pour les eaux souterraines le long de la côte Sud-ouest de Madagascar, où il y a beaucoup de soleil et un manque aigu d'eau saine, en partenariat étroit avec les acteurs locaux et suisses. Les opérations à long terme par les villageois, avec des modèles de financement, seront développées pour garantir la qualité et la durabilité. L'accent est mis sur la mise sur pied de capacités locales pour maintenir et autofinancer les unités de désalinisation à énergie solaire pour les eaux souterraines, ainsi que sur la promotion de l'énergie solaire en tant que source d'énergie renouvelable accessible et viable dans la région.



NOUVEAUX PROJETS (suite)

Réglementation de la filière bois énergie dans le sud ouest de Madagascar

Financement : Commission Européenne

Durée : 1 an

Statut : Concept soumis

Ce projet contribuera à réaliser une gestion durable des ressources combustible-bois dans le Sud-ouest de Madagascar, et ceci par l'opérationnalisation et l'accompagnement financier de la réglementation régionale du combustible-bois dans les périphéries des axes RN7 et RN9.

devenir le fer de lance de la conservation de l'aigle-poisson de Madagascar.

OPPORTUNITÉS NOUVELLES

Programme Holistique pour la Conservation – Phase II

Financement : GoodPlanet

Durée : 3 ans

Statut : Concept soumis

La deuxième phase de ce projet (2012 – 2015) vise à renforcer et soutenir les réalisations de la première phase qui consiste en :

- la contribution à la création de Nouvelles Aires Protégées en collaboration avec les communautés locales afin de contribuer à relever le défi du gouvernement malgache d'accroître les Aires Protégées à six millions d'hectares en 2012, et contribuer à la gestion durable des ressources naturelles par la Gestion Communautaire des Ressources Naturelles (GCRN).

- la mise sur pied d'une base de données pour s'adapter au Changement Climatique et atténuer les vulnérabilités des deux Ecorégions (forêts sèches et humides), suivie par des activités de restauration des paysages forestiers et de reboisement pour compenser les émissions de CO2.

Soutenir la Gestion Efficace des Parcs Nationaux Tsimanampetsotse et Kirindy-Mitea

Financement : BMZ FiT

Durée : 3 ans

Statut : Concept soumis

Le projet fournira un soutien continu, mais progressivement en retrait, ainsi qu'un encadrement aux équipes des Parcs Nationaux de Madagascar dans l'implémentation des systèmes de gestion et les outils à même de positionner les parcs sur une trajectoire durable.

Conserver le Pygargue de Madagascar (*Haliaeetus vociferoides*) des mangroves Tsiribihina et Manambolo

Financement : IUCN – World Bank – GEF

Durée : 1 an

Statut : Concept soumis

La conservation de l'aigle-poisson de Madagascar, qui compte parmi les sept oiseaux de proie les plus menacés dans le monde, dans les paysages de mangrove Tsiribihina et Manambolo, par un plan de gestion qui remet à la communauté les compétences pour devenir le fer de lance de la conservation de l'aigle-poisson de Madagascar.

Sonia Razafimahazo

srazafimahazo@wwf.mg

MÉDIAS: LE CENTRE DE PRESSE ouvre ses portes à Antsakaviro

Le centre de presse malgache a ouvert ses portes dans les locaux du WWF à Antsakaviro, en juin 2011. Il est le fruit de la collaboration de WWF à Madagascar et dans l'Océan Indien Occidental, des ambassades française et américaine, du Pnud et de la Banque Mondiale qui ensemble ont consacré une enveloppe de 200.000 euros pour la réalisation de ce projet. Plateforme de rencontres des professionnels des médias, des journalistes et des universitaires, ce centre de presse est également un lieu de formations et de documentations, accessibles au grand public. Depuis son ouverture, plusieurs activités y sont abritées : formations, ateliers, rencontres, divers partages.

« Ce centre de presse malgache contribuera à l'émergence de médias malgaches crédibles, transparents et performants, basés sur les connaissances et le recherche » explique Richard Hughes, représentant régional du WWF MWIOPO. Pour cela, le centre de presse met à disposition de ses adhérents un espace de rencontres, un parc informatique connecté, des ouvrages à consulter et divers outils multimédias.

A terme, ce centre sera un outil indépendant, autonome juridiquement et financièrement, afin d'appuyer les initiatives journalistiques et médiatiques, ou de communication dans l'objectif d'améliorer la diversité et la qualité des productions nationales et locales.

Mialisoa Randriamampianina
mrandriamampianina@wwf.mg

Editors:

- ☑ Christian Randrianantoandro
- ☑ Irina Randriantina
- ☑ Mialisoa Randriamampianina
- ☑ Ndranto Razakamanarina
- ☑ Rachel Harifetra Senn
- ☑ Solo Thierry Randriamanalina
- ☑ Sonia Razafimahazo
- ☑ Valencia Ranarivelo
- ☑ Vola Ramahery

Translations:

- ☑ Hye-Yeon Jang
- ☑ Pierre Loty
- ☑ Rojotiana Ratovona

Photographs:

- ☑ Achille Raselimanana
- ☑ WWF MWIOPO

Contacts:

WWF MWIOPO
Près lot II M 85 ter Antsakaviro



LES “CONSERVANCIES” DE NAMIBIE, UN EXEMPLE DE GESTION COMMUNAUTAIRE DES RESSOURCES NATURELLES (GCRN)

Lors de sa conférence annuelle en 2009, WWF International a adopté sa Politique sur la pauvreté et la conservation. Les programmes de WWF en Afrique et Madagascar se sont engagés à mettre en œuvre activement cette politique qui rejoint les problématiques majeures du continent. Parmi les stratégies identifiées conciliant à la fois les objectifs de conservation et de développement local, la gestion communautaire des ressources naturelles est prédominante au niveau des différents projets et programmes de WWF. La Namibie est considérée actuellement parmi les pays qui disposent de GCRN exemplaire en Afrique. D'où l'initiative d'organiser une formation au mois de Juillet 2011, en vue de partager les leçons et d'approfondir les expériences des Conservancies, aux équipes de WWF du CARPO (Central Africa Regional Program : Cameroun, Gabon, République Démocratique de Congo, Centrafrique), du WAMER (West African Marine Ecoregion : Sénégal, Gambie, Cap Vert, Mauritanie, Guinée-Conakry et Guinée-Bissau) et de Madagascar.

La Conservancy est une concession de conservation des terres communales, qui est aussi étendue dernièrement aux terrains privés. Le concept de GCRN associé à la Conservancy est le fruit d'un long processus d'apprentissage faisant participer toutes les parties prenantes : Gouvernement/Ministères, autorités locales, organismes d'appui, institutions de recherche et de formation, société civile, secteur privé/investisseurs, communautés locales. Petit à petit, ils ont bâti les édifices nécessaires pour ce changement formel que demande la GCRN ; en effet il s'agit d'une dévolution de pouvoir aux communautés locales, donc impliquant un cadre juridique et institutionnel adapté au contexte namibien, et répondant aux exigences de gestion des ressources et de production d'intérêts et profits socioéconomiques tangibles et durables

Les Namibiens ont mis plus de quinze ans après la réforme et l'adoption de la loi sur la conservation de la nature en 1996 pour arriver à transférer les droits, l'autorité et la propriété des terres et des ressources aux communautés locales. Outre l'acceptation de tous les membres de la communauté, l'octroi de titre de Conservancy est un long processus qui demande plusieurs conditions préalablement remplies par le demandeur (communauté) et vérifiées minutieusement par les autorités compétentes. Le gouvernement s'assure que la Conservancy a des ressources sauvages à exploiter pour générer des profits économiques ; souvent, un joint venture par exemple avec les sociétés privées multinationales, permet aux conservancies d'investir et de faire un vrai business sur le tourisme. Certaines Conservancies sont actuellement en cours de devenir des actionnaires et non de simples partenaires. L'accompagnement du NACSO (Association Namibienne pour le soutien des organisations de GCRN) constitue un pilier considérable de développement des capacités des Conservancies et de leur évolution au fil du temps. Le cas de Namibie est enrichissant et peut inspirer notre pays. Pour terminer, la GCRN de la Namibie est un programme national qui marche et qui a su mettre à profit les avantages comparatifs du pays pour relever le défi de développement durable.

Valencia Ranarivelo
vranarivelo@wwf.mg

La “Conservancy” est une concession de conservation des terres communales, qui est aussi étendue dernièrement aux terrains privés.



11

11 bureaux à Tana
et sur le terrain

200

Plus de 200 membres du
personnel à Madagascar

1963

WWF MWIOPPO a commencé
ses activités en 1963

50

Plus de 50 projets à
Madagascar et dans
l'Océan Indien Occidental



Notre raison d'être.

Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire
un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature

www.wwf.mg

© 1986 Panda Symbol WWF - World Wide Fund For Nature (also known as World Wildlife Fund)

® "WWF" is a WWF Registered Trademark

WWF MWIOPPO, Près lot II M 85 Ter Antsakaviro

B.P. 738, 101 Antananarivo

Tél: +261 20 22 348 85/+261 20 22 304 20

Tél: +261 34 49 888 05/+261 34 49 888 06

Fax: +261 20 22 348 88

E-mail: wwfrep@moov.mg

Site internet: www.wwf.mg